

# **CATASTROPHE DE BRÉTIGNY S / O R G E**

27 janvier 2016

## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

Comme le révèle Le Canard Enchaîné et plusieurs organes de presse, plusieurs membres de la direction de l'entreprise auraient été « briffés » pour protéger la SNCF.

**Contrairement à ce que les lecteurs pourraient croire en parcourant ces articles de presse, les salariés du terrain, eux, n'ont pas été « briffés ».**

**Pour SUD-Rail, il y a deux bonnes raisons à cela.**

- **La première, c'est que la direction connaît le coupable : sa politique et c'est cela qu'il faut cacher.**
- **La deuxième, c'est que cette direction se moque complètement que des lampistes ne sachent pas se défendre face à la machine judiciaire et qu'ils se retrouvent coupables tout désignés de la catastrophe.**

Il suffit à la direction SNCF que le pouvoir judiciaire l'épargne, elle et son encadrement.

Cela correspond tout à fait à nos alertes depuis deux ans, tant au sein de la SNCF qu'à travers nos communiqués de presse. Nous savons, et plusieurs rapports en font foi (celui du BEATT comme celui du cabinet d'expertise APTEIS), que l'organisation du travail, le sous-effectif, l'absence de formation, etc... sont les racines profondes de la catastrophe. Ce qui est en danger, c'est la fin d'une entreprise ferroviaire sûre pour les voyageurs et ses salariés.

Or, par son « briefing », la direction de l'entreprise veut effacer tout cela pour préserver les siens et sa politique de productivité, ceux qui ne sont pas les « crevards », comme le dit avec mépris un cadre de la direction en parlant de ceux qui travaillent nuits et week-end dans des conditions de travail difficiles.

**Nous alertons les médias et aussi la justice.** Si vous voulez, comme nous, que l'accident de Brétigny ne se reproduise plus, il faut en rechercher les causes dans l'organisation du travail et la course au profit que met en œuvre la SNCF.

Si le groupe SNCF se développe à l'international, en achetant à tout va des entreprises, elle prend l'argent quelque part. Cet argent, ce sont les usagers qui le remboursent par des tarifs trop élevés, ainsi que les cheminots par des diminutions drastiques d'effectifs. Cette politique impacte dangereusement la sécurité ferroviaire.

Contact :

M. H Gillard 0609693208

M E Decamps 0648047088